Étude sur la situation économique et sociale dans le monde, 2011

Communiqué de l'ONU, 5 juillet 2011

mercredi 6 juillet 2011

Un rapport des Nations Unies appelle à d'importants investissements dans les technologies nouvelles afin de créer des économies vertes dans les pays en développement. Il est nécessaire de réaliser des progrès immédiats dans le rendement énergétique, la production agricole et la prévention des catastrophes.

Genève, 5 juillet 2011 – Au cours des 30 à 40 prochaines années, l'humanité doit procéder au niveau mondial à un remaniement technologique fondamental des processus de production afin d'éliminer la pauvreté et de détourner les impacts catastrophiques des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement, selon un rapport des Nations Unies publié aujourd'hui.

D'importants investissements seront nécessaires au niveau mondial afin de mettre au point et d'amplifier des techniques d'exploitation de l'énergie propre, des techniques agricoles et sylvicultrices durables, et une mise des infrastructures à l'épreuve du climat, ainsi que de créer des techologies réduisant la production de déchets non biodégradables, selon ***L'étude sur la situation économique et sociale dans le monde, 2011 : la grande transformation technologique verte*** , publiée par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

Selon le rapport, le remaniement technologique devra avoir non moins d'ampleur que la première révolution industrielle. Au cours des 40 prochaines années, 1,9 billion de dollars par an sera nécessaire pour des investissements progressifs dans les technologies vertes. Une moitié au moins (1,1 billion de dollars par an) des investissements requis devront être faits dans les pays en développement pour satisfaire à leurs besoins alimentaires et énergétiques en croissance rapide par l'application de technologies vertes.

Depuis la première révolution industrielle, le revenu mondial et la population mondiale ont augmenté de manière exponentielle, mais la demande d'énergie et la production de déchets et de polluants ne sont pas restées en arrière (voir figures). C'est pourquoi la capacité de l'environnement mondial de faire face à l'activité humaine a atteint ses limites, selon le rapport. Environ la moitié des forêts du monde ont disparu, les ressources d'eaux souterraines s'épuisent ou sont contaminées, la biodiversité a déjà subi d'énormes pertes, et les changements climatiques menacent la stabilité de tous les écosystèmes.

En même temps, environ 40 % de l'humanité, soit 2,7 milliards de personnes, sont tributaires de la biomasse traditionnelle (par exemple, bois, déjections animales et charbon de bois) pour couvrir leurs besoins en énergie. Et 20 % n'ont pas accès à l'électricité, surtout en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

Pour que les habitants des pays en développement accèdent à un niveau de vie décent, surtout ceux, au nombre de 1,4 milliard, qui vivent encore dans une extrême pauvreté, et les 2 milliards de plus attendus au niveau mondial d'ici 2050, un progrès économique bien plus considérable s'impose, selon le rapport.

"*Ce rapport montre quelle devra être l'ampleur du progrès technologique pour assurer un avenir dont chacun tire bénéfice tout en protégeant notre planète*", a déclaré Sha Zukang, Secrétaire général adjoint à la tête du Département des affaires économiques et sociales et Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, souvent appelée Rio+20, qui aura lieu en juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil). "*Il faut absolument lire ce rapport à l'heure où nous nous préparons pour Rio+20, qui sera l'occasion de définir les voies conduisant à un monde plus sûr, plus propre et plus prospère pour tous*."

Pour que la révolution technologique qui s'impose réussisse, le rapport établit qu'elle doit intervenir dans un cadre chronologique limité - aussitôt que possible - en raison des pressions croissantes qui s'exercent sur l'environnement. Pour induire le progrès technologique et l'adaptation nécessaires, selon le rapport, les gouvernements doivent jouer un rôle central tant au niveau national que par le biais d'une coopération internationale plus intense.

"*Impossible de faire comme si de rien n'était*", a déclaré Rob Vos, principal auteur du rapport. "*Même si nous arrêtions maintenant les moteurs de la croissance, l'épuisement des ressources et la pollution de notre environnement naturel se poursuivraient à cause des méthodes de production et des habitudes de consommation actuelles. A moins d'améliorations radicales et de la diffusion de technologies vertes, nous n'inverserons pas la destruction de l'environnement en cours ni n'assurerons des moyens d'existence décents à l'humanité entière, que ce soit aujourd'hui ou dans l'avenir.*"

La transformation énergétique verte

Une transition énergétique complète, étendue au monde entier, s'impose d'urgence pour détourner une catastrophe planétaire de première grandeur, selon le rapport. Pour améliorer l'utilisation rationnelle de l'énergie, il est nécessaire d'élargir l'application des technologies vertes existantes et d'en créer de nouvelles. Elles ont aussi l'avantage de consommer moins de ressources et de limiter au minimum la pollution. Actuellement, 90 % de l'énergie sont produits par des technologies "brunes" qui reposent sur les combustibles fossiles, lesquels sont à l'origine d'environ 60 % des émissions de dioxyde de carbone. Réduire l'utilisation de l'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, selon le rapport, exigera des changements radicaux dans les modes de consommation, les systèmes de transport, l'infrastructure des habitations et autres bâtiments, enfin dans les réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Afin d'accélérer la transformation technologique nécessaire pour atteindre les cibles en matière d'émissions et d'utilisation de l'énergie, le rapport recommande que les politiques soient guidées par quatre objectifs essentiels : améliorer le rendement énergétique sans augmenter la consommation lorsque les niveaux de consommation d'énergie sont déjà élevés ; soutenir un large portefeuille de projets de développement technologique au niveau mondial, tout en élargissant dans des lieux déterminés l'utilisation de technologies vertes connues ; soutenir des périodes d'expérimentation et de découverte plus longues ; et faire appel, dans le développement technologique des énergies, à des stratégies de gouvernance et de responsabilité plus "intelligentes" qu'actuellement.

Une révolution véritablement 'verte' dans l'agriculture

L'agriculture moderne est la cause d'environ 14 % des émissions de gaz à effet de serre, et la gestion de l'occupation des sols et des ressources en eau n'est pas viable à long terme, selon le rapport. Tels ont été les résultats de la prétendue révolution verte dans l'agriculture des années 1960 et 1970, qui ont beaucoup accru la production vivrière au niveau mondial, mais aussi accéléré la dégradation des sols et la pollution de l'eau. Pour nourrir une population toujours plus nombreuse, la production vivrière mondiale doit augmenter de 70 % à 100 % d'ici 2050. Afin de

relever ce défi, le rapport appelle à une ‘révolution agricole véritablement verte’, qui emploie des méthodes de culture comportant un moindre gaspillage des ressources en eau et une moindre utilisation des produits chimiques et des pesticides à l’origine de la dégradation des sols.

Selon le rapport, ces méthodes de culture existent, mais il faut en élargir l’emploi et les mettre à la portée des agriculteurs dans le monde entier, et surtout des petits exploitants dans les pays en développement. Il s’imposera de promouvoir des économies d’échelle dans une production vivrière durable grâce à des services d’appui adéquats, non seulement sous la forme de l’accès à des techniques agricoles viables à long terme, mais aussi en modernisant les réseaux de distribution et les transports, en créant des systèmes d’irrigation et de gestion de l’eau durables, et en donnant accès au crédit et à la terre. Cela aura de vastes implications pour l’occupation des sols et l’agriculture.

Innovation en matière de réduction des risques de catastrophe

Le nombre de catastrophes naturelles s’est multiplié par cinq depuis les années 70, selon le rapport. Les sécheresses et les inondations sont devenues plus fréquentes et plus intenses, et ce sont souvent les pays les plus pauvres qui ont été le plus touchés. Elles sont dues en partie aux changements climatiques induits par l’activité humaine. La déforestation, l’altération de la protection naturelle du littoral et la médiocrité des infrastructures ont accru la probabilité que les chocs climatiques se transforment en catastrophes humaines. La réduction des risques de catastrophe, selon le rapport, supposera un changement technologique et social de grande envergure.

La réduction des risques de catastrophe impliquera des changements dans la conception des établissements humains et de l’infrastructure. Selon le rapport, des innovations technologiques accessibles à tous, fondées sur le savoir autochtone, sont nécessaires pour adapter aux conditions locales une infrastructure résistante aux catastrophes, les habitations et la protection du littoral. Parce que les phénomènes naturels ne respectent pas les frontières politiques, les efforts nationaux doivent s’appuyer sur une coopération régionale et mondiale.

Il est nécessaire de changer les politiques à tous les niveaux

La plupart des efforts de transformation des technologies doivent intervenir au niveau national et prendre appui sur les conditions et les ressources locales, selon le rapport. En dehors d’une refonte des efforts nationaux de développement, le rapport appelle à un engagement international dans les domaines du développement et de la coopération technologiques, de l’assistance externe, du financement des investissements et de la réglementation du commerce.

Les entreprises et les gouvernements voient généralement dans l’insuffisance du financement le plus grand obstacle à une adaptation plus rapide des technologies propres. Etant donnée la capacité limitée de nombreux pays en développement à mobiliser sur place un financement à long terme, selon le rapport, une part importante des nécessaires investissements additionnels doit provenir de transferts internationaux de ressources. Le rapport reconnaît que l’engagement énoncé dans l’Accord de Copenhague de mobiliser 30 milliards de dollars entre 2010 et 2012 et 100 milliards par an d’ici à 2020 en transferts à destination des pays en développement constitue un pas dans la bonne direction. Mais, y est-il ajouté, il faudra accélérer la mise en oeuvre de cet engagement et augmenter les ressources à la disposition des pays en développement pour que ceux-ci soient en mesure de relever le défi.

Le rapport propose en outre d’instaurer au niveau mondial un régime public de partage des technologies, ainsi que des réseaux de recherche internationale sur les technologies et des centres

d’application. Pour diffuser rapidement la technologie verte, selon le rapport, il s’impose d’appliquer des modalités en matière de droits de propriété intellectuelle plus multilatérales que l’Organisation mondiale du commerce ne l’autorise actuellement.

“*Une révolution technologique s’impose tant pour le développement que pour la survie de la civilisation*”, a déclaré Vos. “*C’est pourquoi un développement durable est si important aujourd’hui, parce qu’il ne s’agit pas seulement d’améliorer notre vie, mais aussi celle des générations futures*.”

Pour le texte intégral du rapport et un complément d’information, voir www.un.org/en/development/desa/policy/wess/index.shtml.

– Contacts pour les médias :
- A Genève : Service d’information des Nations Unies, Palais des Nations, C-302, Tél. : +41 22 9172302 ou +41 22 9172325 ;